

Le grand soir des indépendantistes catalans

Trois partis longtemps rivaux et de puissantes associations défendent le oui au référendum du 1^{er} octobre

BARCELONE - envoyée spéciale

Qu'y a-t-il de commun entre une formation nationaliste, europhile, incarnant une droite libérale sur le plan économique et conservatrice sur les valeurs, un parti de centre gauche nostalgique de la République et un mouvement séparatiste, europhobe et anticapitaliste ? La réponse tient en un mot : *independència*.

C'est ce trio inattendu entre le Parti démocrate européen catalan (Pdecat), la Gauche républicaine catalane (ERC) et la Candidature d'unité populaire (CUP), fort de 71 des 135 députés régionaux, qui tient les rênes de la Catalogne depuis les élections régionales de septembre 2015 – où ces partis avaient remporté 47,7 % des voix. Et c'est lui qui entend déclarer l'indépendance de la région autonome espagnole après le référendum illégal convoqué dimanche 1^{er} octobre.

« Rupture automatique »

Mais c'est un trio fragile, où les cultures politiques des uns et des autres s'entrechoquent souvent, et dont l'unique ciment est la pression des puissantes associations issues de la société civile, l'Assemblée nationale catalane (ANC) et Omnium Cultural. Ainsi, il a suffi d'une déclaration du porte-parole du Pdecat au Parlement espagnol, Carles Campuzano, pour que les tensions affleurent dans le triumvirat, mardi 26 septembre. La déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne « est absolument écartée », a-t-il déclaré. « L'indépendance de la Catalogne ne se matérialise pas en trois jours », selon lui, mais requiert « un processus de négociation avec l'Etat. (...) C'est ce qui a un sens politique démocratique et institutionnel. »

« Les associations sont capables de faire sortir un million de personnes dans la rue. Aucun parti n'a cette force »

ALFRED BOSCH
Gauche républicaine catalane

Aussitôt, ces déclarations ont été contredites par la porte-parole de la CUP, Anna Gabriel, pour qui la victoire du oui au référendum de dimanche doit générer une « rupture automatique », car « un référendum se convoque pour être contraignant, pas pour tourner à la mascarade ». Un avertissement à quiconque serait tenté de descendre du train en marche, qui a obligé M. Campuzano à rectifier le tir.

Divisés, les indépendantistes ? La question est taboue à la veille d'un scrutin jugé décisif. « Pour les jeunes dirigeants de Pdecat, l'indépendance ne viendra pas avec ce référendum, assure cependant le directeur du Cercle d'economia, club de réflexion du patronat catalan, Jordi Alberich. Ils pensent déjà à la façon de récupérer une position centrale sur l'échiquier catalan, et n'envisagent qu'à plus long terme la possibilité d'obtenir un jour l'indépendance, dans une Europe plus consolidée. »

Car le virage séparatiste opéré par le Pdecat, refonte de Convergence démocratique de Catalogne (CDC), formation nationaliste qui a gouverné la Catalogne sous l'égide de Jordi Pujol, entre 1980 et 2003, est loin de faire consensus. Longtemps, CDC a défendu un nationalisme pragmatique et modéré, capable de sceller des accords avec Madrid, moyennant des compétences élargies en Catalogne. Puis, en 2012, le président catalan de l'époque, Artur Mas, a décidé de virer de bord. « Quand nous avons mobilisé un million de personnes en faveur de l'indépendance lors de la Diada [la fête nationale de la Catalogne], nous avons convaincu le gouvernement catalan de nous suivre, résume l'un des fondateurs de l'ANC, Miquel Strubell, ancien directeur de l'institut sociolinguistique catalan de la Généralité. Personne ne veut appartenir à une minorité, cela rend malheureux et insignifiant. »

Carles Puigdemont, qui a succédé à Artur Mas en 2016, n'a pas eu besoin d'être convaincu. Si cet indépendantiste de la première heure, ancien maire de Gérone, est alors désigné président de la Catalogne, c'est parce qu'il est un « pur et dur », le seul susceptible d'être adoubié par la CUP. Ses 10 députés régionaux séparatistes (sur 135),

indispensables pour atteindre la majorité absolue, avaient boycotté Artur Mas, jugé peu fiable.

Mais, pour le Pdecat, l'alliance avec la CUP, un allié qui paralyse le budget et effraie une part de son électorat, s'avère compliquée à terme. Et celle avec la Gauche républicaine catalane est contre-nature : « C'était un parti jusque-là méprisé par la droite catalane, qui le percevait comme un petit parti utopiste, sans habileté politique ni capacité de gestion économique », résume un ancien dirigeant nationaliste.

Pour la Gauche indépendantiste, se présenter en coalition avec le Pdecat en 2015, au sein de la liste commune indépendantiste Junts pel Si (« ensemble pour le oui »), a aussi supposé d'avaler quelques couleuvres. A la veille du scrutin, tous les sondages donnaient ce parti largement vainqueur. « Nous n'avons

pas de casseroles, nous avons toujours été les plus catalanistes, et notre engagement en faveur de l'indépendance est une conviction, pas un calcul politique », énumère Alfred Bosch, porte-parole d'ERC à la mairie de Barcelone, pour expliquer le succès de la formation, qui a récupéré des électeurs du Parti socialiste catalan comme de l'ancienne CDC.

Il devait donc lui revenir de prendre les rênes de la Généralité. Mais Artur Mas a posé une condition à cette alliance inédite : être le prochain président catalan. Pourquoi ERC a-t-elle fini pas céder, après des semaines de résistance ? « A ce moment-là, nous avions deux choix : le parti ou l'indépendance. Nous avons fait primer nos idéaux », résume M. Bosch, en rappelant la « pression patriotique » exercée alors par l'Assemblée nationale catalane.

Créée officiellement en 2012, l'ANC a été imaginée dès 2009 par une poignée d'indépendantistes. Ces derniers voient dans le rejet social provoqué par le recours déposé devant la Cour constitutionnelle espagnole par le Parti populaire (PP) contre le nouveau statut d'autonomie de 2006 – négocié avec le gouvernement socialiste – la possibilité de « redéfinir la politique selon une opposition Catalogne-Espagne qui dépasse le clivage traditionnel gauche-droite », résume M. Strubell.

Fonds colossaux

Pour parvenir à une telle mobilisation, elle dispose d'un atout maître : le soutien d'Omnium Cultural, association créée en 1961 pour promouvoir la langue et la culture catalane et qui compte 70 000 membres. C'est elle qui, en 2010, a rassemblé à Barcelone un million de personnes de tous bords politiques contre la décision de la Cour constitutionnelle de censurer une partie du nouveau statut d'autonomie.

« Quand l'ANC est venue nous demander de l'aide, nous lui avons offert notre structure, un soutien idéologique et logistique », résume Jordi Cuixart, son président. Grâce aux cotisations de ses 40 000 membres et à la vente de produits dérivés, l'ANC dispose aussi de fonds colossaux : plus de trois millions d'euros par an, destinés à faire la promotion de l'indépendance.

« L'ANC est une institution unique en Europe, une organisation progouvernementale, populaire, qui sert de pont avec la société, capable de mobiliser et de contrôler des dizaines de milliers de personnes », affirme Guillem Martínez, auteur d'un essai sur le processus indépendantiste, *La Gran ilusion* (Debate, 2016 [« la grande Illusion », non traduit]). Dans la nuit du mercredi 20 septembre, lorsque les manifestants indépendantistes ont cerné le siège du ministère de l'économie pour empêcher la garde civile, qui procédait à des arrestations et des saisies de matériel électoral, d'en sortir, il a suffi que l'ANC en donne la consigne pour que la foule se disperse immédiatement.

Entre les chefs de file des trois partis indépendantistes et les présidents des deux associations indépendantistes, il existe une « coordination », reconnaît Alfred Bosch. « Les partis font de la politique, l'ANC et Omnium Cultural se chargent de mobiliser les foules. Elles sont capables de faire sortir un million de personnes dans la rue. Aucun parti n'a cette force. » Dimanche 1^{er} octobre, ces alliés entendent encore faire la démonstration de leur capacité de mobilisation, en dépit des obstacles placés sur leur route par les autorités de Madrid. ■

SANDRINE MOREL

LES PROFILS

Carles Puigdemont

Président du gouvernement catalan depuis 2016, Carles Puigdemont était un inconnu il y a encore deux ans. Pur et dur indépendantiste, il a fait le

consensus entre les séparatistes d'extrême gauche et les nationalistes de droite, dont il est issu. Il s'est engagé en politique dès 1980 en participant à la fondation des Jeunesses nationalistes de Catalogne.

Anna Gabriel

Figure de proue du parti antica-

pitaliste et séparatiste Candidature d'unité populaire (CUP), Anna Gabriel est députée au Parlement de Catalogne depuis 2015. Parmi les plus intransigeantes du parti, elle obtient la tête d'Artur Mas, le prédécesseur de Carles Puigdemont, en échange de son soutien à la coa-

lition indépendantiste. Pour elle, une éventuelle victoire du oui dimanche produira « une rupture automatique » avec l'Espagne.

Un vote coûte que coûte, malgré les entraves imposées par Madrid

Le gouvernement espagnol veut empêcher l'ouverture des bureaux de vote dimanche, contre l'avis des militants nationalistes

BARCELONE - envoyée spéciale

Devant les portes de l'Université de Barcelone (UB), en plein centre-ville, de longues tables ont été installées sur les trottoirs. Des étudiants, en grève ce jeudi 28 septembre, distribuent des cartes postales : « Adieu le déni de démocratie, bonjour la démocratie », « Adieu déficit fiscal, bonjour notre propre agence des impôts », figurent parmi les slogans. Les affiches de l'association Omnium Cultural, sur lesquelles apparaît un visage dont la bouche est barrée d'un trait rouge, avec pour seule légende le mot « démocratie », partent comme des petits pains. Mais ce que les dizaines de personnes qui s'approchent des tables cherchent, ce sont avant tout des bulletins de vote.

« Il m'en faut onze », dit une jeune fille après avoir compté sur ses doigts les membres de sa famille. « Donne-nous en quatre », demande à son tour un couple de personnes âgées. « C'est pour des amis qui ne peuvent pas se déplacer, nous devons les emmener voter car ils sont en fauteuil roulant, explique Teresa Sagara, 77 ans. Nous voulons être libres, nous voulons voter, mais le gouvernement espagnol est antidémocratique », ajoute-t-elle. Son mari, Pere Martinez, est plus virulent : « Il n'y a pas de marche arrière, nous sommes déjà partis. L'Espagne est pourrie. Nous ne leur pardonnerons jamais », s'exclame-t-il, en référence aux tentatives de Madrid d'empêcher la tenue du référendum.

Application de téléphonie

Teresa et Pere avaient déjà im-

primé leur bulletin de vote chez eux sur feuille A4, « au cas où », mais des amis leur ont expliqué que pour que le vote soit validé, il vaut mieux se procurer un vrai bulletin. N'ayant pas reçu de carte électorale, ils donnent aussi leur nom et leur numéro de carte d'identité à un étudiant, pour savoir, grâce à une application de téléphonie mobile créée ad hoc, dans quel bureau de vote ils devront se rendre. Quant à ceux qui n'auraient pas pu se renseigner, les volontaires ont tout prévu : sur presque chaque immeuble, ils colleront, dimanche, l'adresse du bureau auquel sont rattachés les habitants.

Saisie de matériel électoral et du courrier, fermeture de sites Internet, perquisitions, arrestations provisoires, la justice espagnole a tout fait ces deux dernières semaines pour empêcher l'organisation du référendum illégal sur l'indépendance. Mais Madrid n'a pas réussi à désamorcer la mobilisation. Jeudi 28 septembre, le ministère de l'intérieur a encore annoncé la saisie de près de 3 millions de bulletins de vote dans un entrepôt d'Igualada, dans la province de Barcelone. Déposés sur les pare-brise des voitures, distribués par des volontaires dans la rue, s'en procurer avant le vote est cependant ce qu'il y a de plus simple.

Pour empêcher un vote massif dimanche, le dernier espoir de Madrid repose sur la fermeture des bureaux de vote. Mercredi 27 septembre, le tribunal supérieur de Catalogne a ordonné aux Mossos d'Esquadra, la police catalane, de mettre des scellés

avant samedi 30 septembre, sur les écoles et autres centres qui pourraient servir pour le référendum. Mais le ministre régional

Les associations ont mobilisé les parents d'élèves pour occuper les établissements destinés au vote. Madrid dénonce l'utilisation des enfants

de l'intérieur, Joaquim Forn, a assuré qu'ils n'interviendront pas si cela suppose de troubler l'« ordre public » car « il n'est pas possible de générer des problèmes plus graves que ceux que l'on veut éviter ».

Or les associations indépendantistes ont mobilisé la communauté scolaire et les parents d'élèves pour occuper les établissements destinés au vote, dès le vendredi soir. « Ce n'est pas qu'une question d'indépendance, c'est une question de démocratie. Ils doivent nous laisser voter », explique Maria Goma, 17 ans, élève d'un lycée de Reus, venue en train à Barcelone pour participer à la grande manifestation de l'après-midi. Trop jeune pour se rendre aux urnes – le vote est réservé aux résidents en Catalogne de nationalité espagnole âgés de plus de 18 ans –, elle veut y participer activement. Vendredi soir, elle pense dormir avec des amis

dans son établissement scolaire, avec sac de couchage et sandwich, pour empêcher la police de mettre des scellés sur la porte. Madrid dénonce l'utilisation des enfants.

Le gouvernement madrilène, qui a dépêché plusieurs milliers de gardes civils et policiers nationaux, logés dans des bateaux de croisière amarrés au port de Barcelone, avait aussi compté, pour freiner le vote, sur la peur des fonctionnaires, en martelant les risques judiciaires de collaborer au référendum. Le 28 septembre, près de 300 professeurs et directeurs d'établissement sont venus donner symboliquement les clés de leur école à Carles Puigdemont, qui les a rassurés sur les conséquences pénales de leur implication. « Sentez-vous libérés de cette responsabilité, leur a dit le président catalan. C'est moi et les ministres [régionaux] qui avons la responsabilité d'aller jusqu'au bout. Et nous irons jusqu'au bout. »

Certes, la commission électorale, chargée de veiller au bon déroulement du scrutin, a été dissoute après que la justice a imposé des amendes quotidiennes à ses membres. Le courrier électoral n'a pas été envoyé aux électeurs catalans, les bureaux de vote ne sont pas exactement les mêmes que pour des élections normales, les défenseurs du non n'ont pas fait campagne, ni ne voteront, car le vote est illégal, et le recomptage des bulletins manquera par conséquent de fiabilité. Mais la mobilisation et l'imagination des indépendantistes semblent imparables... et serviront sans doute de moteur à

la majorité indépendantiste au parlement régional pour déclarer l'indépendance dès la semaine prochaine. Même si ni Madrid, ni la communauté internationale, ne sont prêts à la reconnaître. ■

S. M.

La grande angoisse de la majorité silencieuse opposée à la sécession

La population hostile au référendum essuie pressions et insultes

BARCELONE - envoyée spéciale
MADRID - correspondance

Demandez à un Catalan ce qu'il pense du «procès», le processus de sécession engage par le gouvernement indépendantiste de Carles Puigdemont, et vous obtiendrez deux types de réponses : un discours exalté sur le droit à l'autodétermination, ou un long soupir de fatigue et un regard las qui vous demande de parler d'autre chose.

«Qu'on en finisse une fois pour toutes, ça fait des années qu'on ne parle que de ça, c'est insupportable» dit Maria, 42 ans, qui travaille à Barcelone pour une agence de communication et avoue qu'elle «n'en peut plus». Elle se sent «plus catalane qu'espagnole» mais ne veut pas qu'on l'oblige à choisir entre ses deux identités.

«Ambiance étouffante»

«Je n'ose plus parler. Ma sœur, qui est médecin et avec qui je m'entends très bien, m'a traitée de fasciste il a quelques jours quand je lui ai dit que tout ça me semblait une folie. Alors on évite le sujet, c'est plus simple». Elle a préféré utiliser un nom d'emprunt, «car je veux continuer à travailler en Catalogne, et dans la situation actuelle, se prononcer contre l'indépendance peut fermer beaucoup de portes».

De même pour Cristina, Madrilène installée depuis quatorze ans à Barcelone, dans le quartier de Poble-Sec. «Auparavant, j'étais pour le droit à l'autodétermination, mais plus maintenant», dit cette réalisatrice de documentaires qui ne supporte pas de voir comment «sont violentés les non-indépendantistes». Elle applique, comme nombre d'entre eux, une forme d'autocensure : «Je préfère

ne pas en parler avec mes voisins, pour éviter les tensions.»

D'après les sondages, cette «majorité silencieuse» qui s'oppose à une Catalogne indépendante, représente environ la moitié de la population, 49,4 %, contre 41,1 % favorables à la sécession, selon le Centre d'études d'opinion (CEO), qui dépend de la Généralité (l'exécutif catalan), publié en juillet dernier.

Parmi ces Catalans qui s'opposent à l'indépendance, les opinions sont très diverses : certains sont radicalement contre le référendum et dénoncent une «ambiance étouffante», dans laquelle ils ne peuvent s'exprimer, dit Maria; d'autres choisissent de rester discrets en attendant que la crise se passe; d'autres encore, très critiques à l'égard de la Généralité, iront voter dimanche, non pour demander l'indépendance, mais pour protester, au nom d'un sentiment d'appartenance, contre ce qu'ils considèrent comme la «passivité» du premier ministre espagnol, Mariano Rajoy.

C'est le cas de Lluís, décorateur à Tarragone. «J'allais partir en week-end pour échapper à tout ça, comme je l'avais déjà fait en 2014 [lors de la consultation organisée en novembre par le gouvernement catalan], mais finalement, je vais rester, car je trouve inacceptable que l'on nous envoie des milliers de gardes civils comme si nous étions des délinquants». Il fait référence aux renforts envoyés par les autorités espagnoles pour éviter d'éventuels débordements. «L'indépendance n'a aucun sens, je veux rester en Espagne, mais il faut que Madrid se bouge.»

David, avocat à Sitges, se définit comme «équidistant» et fustige à la fois Carles Puigdemont et Mariano Rajoy. «En refusant de

proposer une solution politique à la question catalane, Madrid, qui ne répond aux provocations de la Généralité que par la voie judiciaire, nous a laissés sans arguments», se plaint-il. Il ne votera pas dimanche.

Les arguments pour répondre aux revendications séparatistes, David les a trouvés dans les articles de certaines personnalités catalanes qui, ces dernières semaines, se sont prononcées contre le référendum, notamment la metteuse en scène Isabel Coixet, qui a critiqué les «menaces apocalyptiques» du gouvernement de Barcelone, et plus récemment l'écrivain Eduardo Mendoza qui a dénoncé le «déraillement du procès».

Pour Francesc de Carreras, ancien professeur de droit constitutionnel de l'Université autonome de Barcelone, la «spirale du silence» dans laquelle évoluent nombre d'anti-indépendantistes a commencé il y a plus de trente ans, lors des gouvernements de Jordi Pujol (président de la Catalogne de 1980 à 2003) : «C'est là que s'est construit un récit nationaliste qui a muselé toute voix critique.»

Ana Losada n'aurait jamais pensé «devoir défendre une certaine idée de l'Espagne», mais elle s'est «sentie menacée par l'identité que veulent [lui] imposer les indépendantistes». Professeure

dans une école primaire de Cornellà de Llobregat, une municipalité de la périphérie de Barcelone, elle milite au sein de l'Assemblée pour une école bilingue en Catalogne (AEB), une organisation qui critique «le projet d'immersion linguistique» des autorités catalanes et demande plus d'heures de classe en castillan.

Les insultes pleuvent

«Depuis que je m'exprime ouvertement, des parents d'élèves ne me parlent plus. Cela fait six mois que ma fille de 9 ans n'est plus invitée aux anniversaires de ses amis», affirme M^{me} Losada, la colère dans la voix. «Sur WhatsApp, on m'envoie régulièrement des blagues qui ridiculisent les Espagnols, juste pour me provoquer», dénonce-t-elle.

Quand Ines Arrimadas, porte-parole de la formation antinationaliste Ciudadanos, est entrée en politique il y a quatre ans, elle a «perdu un groupe d'amis», raconte-t-elle au Monde. «Evidemment, j'ai conservé des amis indépendantistes, et toutes les familles ne sont pas divisées par le sujet, mais il est clair que prendre position publiquement contre l'indépendance a un coût.»

Sur son compte Twitter, les insultes pleuvent, et cet été, M^{me} Arrimadas a dû menacer de porter plainte contre une femme qui lui souhaitait de «se faire violer en groupe». «Pour moi, le gouvernement de la Généralité, qui criminalise notre positionnement politique, est responsable de ce climat. On nous traite d'antidémocrates, de fascistes, de traîtres, parce que nous ne voulons pas de ce référendum. Le silence est une position plus confortable. Et c'est compréhensible.» ■

«Ma sœur m'a traitée de fasciste quand je lui ai dit que tout ça me semblait une folie»

«MARIA»

employée d'une agence de communication

SANDRINE MOREL
ET ISABELLE PIQUER